



Question Constitutionnelle de Quebec

MOTION POUR CENSURER LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR.

DISCOURS PRONONCÉ

PAR

M. MOUSSEAU, M. P.,

DANS LA

CHAMBRE DES COMMUNES, LE 11 MARS, 1879.

M. MOUSSEAU : M. l'Orateur, avant de mettre entre vos mains la motion dont j'ai donné avis il y a quelques jours, je désire présenter à la Chambre et au pays quelques observations sur la démarche que je fais, et sur les motifs qui m'ont inspiré cette démarche.

Et tout d'abord, pour mériter l'indulgence de cette Chambre, je veux, monsieur l'Orateur, lui promettre, dès le début, de faire mes efforts pour me tenir à la hauteur du sujet ; c'est-à-dire de l'aborder avec la dignité et la modération qui lui conviennent. Il est très important en lui-même, ce sujet ; il est vaste, il est immense dans ses conséquences.

Il y a surtout un point que je tiens à faire immédiatement ressortir. Je ne veux pas que l'esprit de parti se déteigne sur ma résolution. Je ne veux pas que l'on m'accuse de provoquer par esprit de parti ce débat solennel.

Je suis homme de parti, je suis conservateur, c'est vrai ; il s'agit de censurer, probablement de démettre ensuite un lieutenant-gouverneur libéral nommé en décembre 1876 par une administration libérale. Et il s'agit de faire tout cela presque à suite d'une élection durant laquelle l'esprit de parti s'est naturellement donné libre cours.

Ces trois vérités, dont je comprends toute la portée, me font la position très-

difficile. C'est du moins le côté superficiel qui frappe à première vue. Mais ce n'est pas le vrai côté pour des gens instruits, intelligents et sérieux comme les honorables membres de cette Chambre.

D'abord, l'esprit de parti ne veut pas dire aveuglement, exagération, défaut de patriotisme. Une telle croyance tuerait nos institutions libres. Les partis politiques n'ont pas pour but l'avancement personnel de leurs chefs et de leurs membres. Non, Dieu merci ! ils ont une destinée plus large, un but beaucoup plus élevé. Ils ont pour but de faire prévaloir un corps d'idées, de doctrines, de principes sociaux, économiques et politiques qu'ils croient plus avantageux pour le bien-être du peuple, de tout le pays.

Non, je le répète, ce n'est pas une question de parti que nous allons débattre. Il s'agit d'un grand principe politique, d'une grande question nationale, intéressant toutes les provinces du Canada : traitons-la comme si nous allions écrire une page d'histoire qui sera consignée dans les annales du pays pour l'instruction de nos successeurs et de la postérité. Rappelez-vous d'expérience et des connaissances nécessaires, je serai probablement au-dessous de la tâche si grande que j'entreprends. Mais il y a une chose que je crois comprendre parfaitement : je puis assurer cette honorable Chambre que j'ai saisi depuis longtemps toute la portée

M867 *gc*

du coup d'état du 2 mars 1878, tous les dangers, toutes les tempêtes qu'il nous garde pour l'avenir, si cette première tentative contre nos libertés n'est pas fortement réprimée, si l'auteur n'en est pas sévèrement puni.

Je regrette tout naturellement que cette violation du principe du gouvernement responsable vienne de la province de Québec, que je suis si fier de regarder comme ma patrie. Je regrette que le mauvais exemple nous vienne de là ; mais je dois en même temps déclarer que je ne me sens nullement humilié. L'on a dit autrefois d'un grand pays qu'il était assez riche pour supporter une défaite. La province de Québec, au dire de lord Dufferin — et tous ceux qui connaissent notre histoire savent qu'en cela le noble lord n'a dit que la vérité, — la province de Québec, dis-je, a été la première à demander le gouvernement responsable, parmi les colonies de l'Amérique-Britannique du Nord. Si un de ses enfants, indigne de son beau passé historique, veut fausser ce régime, le violenter ou le mettre de côté, on pourra pardonner à la province de Québec en pensant à ses luttes héroïques d'autrefois. Au reste, l'honorable Letellier est le premier et sera probablement le dernier de la race des violateurs politiques. Il n'aura pas d'imitateurs et l'esprit de parti, dans son sens le plus détestable, n'aura pas la force de lui susciter des panégyristes.

M. l'Orateur, j'aborde maintenant les faits. Je tâcherai d'être aussi court et aussi clair que possible. Mais pour la parfaite intelligence du sujet, il faut remonter plus loin qu'à la session de 1878. Depuis longtemps la province de Québec voulait un chemin de fer au nord du Saint-Laurent pour développer les immenses ressources de toutes sortes que recèlent ses terres, ses forêts et ses belles rivières.

De 1852 ou 53 à 1867 la question fut agitée à diverses reprises ; mais faute de moyens, c'était une agitation stérile et qui se bornait à prolonger les actes d'incorporation et à former et réformer des compagnies sans capitaux. Comme l'on s'en rappelle, nos moyens s'en allaient pres-

qu'il n'y avait pas de chemin de fer au nord du Saint-Laurent, où une po-

pulation nombreuse, robuste, industrielle et active, attendait avec anxiété sa voie ferrée.

La Confédération, en donnant à Québec la propriété exclusive des terres publiques, raviva les espérances des partisans d'un Grand-Tronc du nord. On avait hâte de participer au mouvement d'activité fébrile, et à la grande prospérité que les autres chemins de fer, comme une artère pleine d'un sang riche et abondant, portaient partout sur leur passage.

En 1868 et 1869 le parlement de Québec eut à passer plusieurs actes d'incorporation pour un chemin de fer de Québec à Montréal, un autre de Montréal à Saint-Jérôme et un troisième de Montréal à Aylmer.

D'abord on ne donna que des octrois en terres ; plus tard, en terres et en argent. Lorsque la construction du chemin de fer du Pacifique canadien fut décidée, il y eut redoublement d'ardeur pour les chemins de fer du nord. C'est qu'on comprenait parfaitement dans la province de Québec, l'importance de relier nos chemins de fer du nord avec le Pacifique, en prolongeant plus loin le chemin sur l'Ottawa.

Ayant ainsi la ligne la plus directe et la plus courte, la province de Québec espérait avoir sa part des profits et de la prospérité que donnerait le commerce de l'Ouest et de l'Asie. Néanmoins dans le printemps de 1875, les projets d'emprunt en Angleterre par les compagnies privées ayant complètement échoué, il fallut trouver d'autres moyens pour finir le chemin de fer déjà commencé entre Montréal et Ottawa, et pour construire celui de Québec à Montréal, qui n'était pas encore commencé.

Dans ce moment solennel, la population de Québec, montra un patriotisme et un esprit public dont on trouve peu d'exemples. Mettant de côté les rancunes politiques, elle demanda unanimement au gouvernement de Québec de se substituer aux compagnies privées et de bâtir les chemins de fer à même la caisse publique. Il n'y eut pas sur ce point de divergence d'opinion.

Libéraux et conservateurs dans la presse comme dans les assemblées publiques demandaient la même chose au gouvernement. Je suis sûr de n'être contredit par personne sur ce point.

En juin et juillet les élections générales eurent lieu pour le parlement de Québec. Le gouvernement de Boucherville alla devant le peuple avec cette question. Il en sortit victorieux, ayant une majorité de 23 à 15 dans une Chambre de 65 membres pour soutenir cette politique.

A peu près vers le même temps le cabinet fit des arrangements avec les compagnies privées et les grandes corporations qui avaient souscrit ou voté un bonus, entr'autres Québec, Montréal et autres municipalités.

Montréal et Québec, moyennant certaines conditions acceptées par le gouvernement, promirent de lui payer, la première la balance de son million et la seconde tout son million.

Fort de ces promesses et de ces garanties le gouvernement se mit résolument à l'œuvre Il construisit vite, très-vite même. Lorsqu'il se présenta devant la Chambre, le 17 janvier 1878, il se trouvait en face de cette position-ci : il s'était endetté pour bâtir rapidement, afin de satisfaire les demandes urgentes de la population ; la ligne entre Montréal, Saint-Jérôme et Ottawa était ouverte au public, mais non encore tout-à-fait complétée et ne devait, d'après les contrats, lui être livrée que le 1er août alors prochain ; la ligne entre Québec et Montréal était aussi déjà, partie en opération et le reste devait être complété et lui être livré l'automne suivant (1878) ; les villes de Québec, Trois-Rivières et Montréal et quelques autres municipalités refusaient de payer leur souscription, pour des motifs la plupart futiles, et dont quelques-uns n'étaient pas marqués au coin de la plus grande bonne foi. Malgré ces immenses désavantages le gouvernement ne s'est trouvé qu'avec un déficit de \$81,000.

Il se vit donc, sans revenu immédiat provenant de ses chemins de fer, avec ce déficit et en face de villes et de municipalités riches et puissantes qui, en substance, disaient : " Bah, maintenant que nous avons le chemin de fer, pour-quoi payer ; que le gouvernement paye."

Qu'avait à faire un gouvernement honnête pour parer à une telle situation ? Forcer les corporations et les municipalités récalcitrantes à payer et prélever une taxe tout à la fois légère et équitablement répartie pour combler le déficit.

A la rigueur le trésorier de la province aurait pu faire comme les libéraux

font aujourd'hui à Québec ; prendre sur le capital réservé au chemin de fer pour payer l'intérêt de notre dette en Angleterre ; mais l'honorable M. Church, homme très honnête et très honorable, avait déjà été à Londres négocier un emprunt pour la province de Québec, il avait trouvé là la province jouissant d'un crédit magnifique et il avait réussi sans difficultés à contracter un emprunt aux termes les plus avantageux, aussi avantageux qu'aucune grande nation jouissant du meilleur crédit en Angleterre. Mais M. Church comprend, comme tout le monde comprend, parce que c'est une vérité de sens commun, que le meilleur moyen pour une nation comme pour un individu de conserver son crédit, c'est de payer l'intérêt de sa dette avec ses propres revenus et non en prenant sur son capital ou en s'endettant de nouveau pour payer l'intérêt de dettes antérieures.

Le 29 de janvier 1878, les résolutions concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, — nom substitué à l'appellation des compagnies privées — furent soumises aux Chambres. Nous lisons à cet effet, dans les votes et délibérations de l'assemblée législative de la province de Québec, ce qui suit :

" M. le procureur-général Angers informe la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de certaines résolutions concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, il lui a plu de les recommander à la favorable considération de cette Chambre.

" M. le procureur-général Angers secondé par M. le trésorier Church, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre les dites résolutions en considération."

Je ne voudrais pas abuser de la patience de cette honorable Chambre en détaillant les dispositions du bill qui fut basé sur ces résolutions.

Qu'il me suffise de dire en deux mots que le gouvernement par cette mesure prenait un moyen très légitime de faire payer à des débiteurs une dette très légitime et déjà en partie due. Ces créances, le gouvernement les avait trouvées si bonnes et si sûres qu'il les avait considérées comme un actif sonnait lorsqu'il fit passer dans la session d'automne de 1875 une loi pour assurer la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Ce bill portait en

substance que, lorsque le chemin de fer serait fini, avec dépôts, terminus et ateliers, remplissant en tout les conditions souscrites par le gouvernement dans les actes intervenus entre lui, les compagnies privées et les corporations, des ingénieurs assermentés en feraient rapport au gouvernement. Sur ce rapport le lieutenant-gouverneur en conseil déciderait, s'il le trouvait correct, que les corporations devaient payer. Après demande faite, et délais accordés, si les corporations persistaient dans leur refus de payer, le shérif recevait ordre de prélever les fonds en la manière ordinaire, tout comme un conseil municipal a le droit de faire contre les contribuables récalcitrants.

Est-ce là une législation nouvelle, odieuse, rétroactive comme on l'a tant dit dans certains quartiers ? Pas du tout. Je n'ai jamais vu ni lu qu'on appelât odieuse une loi simplement destinée à forcer un débiteur malveillant ou malhonnête à payer ses dettes légitimes. Ici, dans le cas qui nous occupe, ce qu'il y a d'odieux ce n'est pas la loi, mais c'est la conduite des corporations et des municipalités encouragées dans leur entêtement par des libéraux qui voulaient faire flèche de tout bois, pour combattre et défaire un gouvernement conservateur. Qu'on ne l'oublie pas, le gouvernement de Boucherville ne s'était engagé à construire cette voie ferrée que parce qu'il comptait sur à peu près deux millions et demi de bonnes souscriptions, de bonnes promesses faites par des corporations, dont les engagements antérieurs avaient assuré la construction de cette grande ligne. Le gouvernement exécute loyalement ses promesses, et lorsqu'il achève ces chemins et qu'il demande des versements pour remplir la caisse appauvrie, on lui rit au nez et on invoque des conditions formellement abandonnées. Fallait-il donc imposer à tous les habitants de la province de Québec une nouvelle taxe de deux millions et demi pour soulager de riches municipalités qui profitaient des avantages du chemin de fer plus que toute autre ? Était-ce une loi nouvelle que celle qui forçait les corporations à ne pas dévorer leurs souscriptions et leur bonis en procès coûteux, longs et ruineux ? Le code municipal de la province de Québec a maintes dispositions analogues. "L'acte concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal" a des dispositions semblables.

La législature d'Ontario a, en 1873, adopté un acte intitulé : "An Act respecting the municipal Loan Fund debts and respecting certain payments to municipalities." (36 Vict., chap. 47).

Dans cet acte nous voyons encore que le shérif est substitué aux cours de justice pour forcer les débiteurs de mauvaise foi à remplir leurs obligations.

Cette législation est basée sur un principe excellent, celui de l'intérêt public, qui consiste à éviter les difficultés, les chicanes et les procès, qui dans ces cas-là surtout tournent toujours au détriment du peuple, c'est-à-dire du plus grand nombre des citoyens qui sont le moins en état de supporter de tels fardeaux.

On a encore dit que cette loi était détestable parce qu'elle paraissait avoir un caractère de rétroactivité. Il y a souvent dans le vocabulaire ordinaire certains mots qui sont des espèces de clichés ou des attrape-sots. On a largement abusé de ce mot contre la législation qui nous occupe.

Un colon loue d'un gouvernement un lot de terre à condition de payer trente piastres (\$30.00) par année pendant cinq ans et deux cents piastres au bout de six ans pour en devenir le propriétaire incommutable ; au bout de cinq ans il a travaillé, défriché et amélioré considérablement ; il est prêt à payer ses deux cents piastres pour avoir son titre final. Le parlement passe un acte l'obligeant à payer mille piastres au lieu de deux cents. Ce serait là une loi rétroactive et odieuse, parce qu'elle impose un fardeau nouveau, très-onéreux et nullement prévu dans l'engagement primitif.

Mais depuis quand appelle-t-on législation rétroactive et odieuse une simple loi qui ne force un débiteur qu'à payer une dette légitime, qu'il s'est engagé depuis longtemps à payer ?

Le 31 janvier, M. Church fit son exposé financier. Dans son discours très complet il annonça la politique du gouvernement vis-à-vis des corporations récalcitrantes, que j'ai viens de signaler. Il annonça également qu'il allait demander à la Chambre d'imposer un droit de timbre sur certains documents pour prélever les fonds nécessaires afin de faire face au déficit. Il s'attacha particulièrement à démontrer l'excellente position financière de la province de Québec. La taxe ne devait être que temporaire, durer un an ou deux ans au plus, car le

gouvernement était sûr de retirer de ses chemins de fer de deux cent cinquante à trois cents mille piastres par année.

Je dis qu'il en était sûr parcequ'il avait pris les meilleurs moyens de s'en assurer: il avait demandé des soumissions pour l'affermage du chemin. Aujourd'hui l'expérience est faite, les hommes d'affaires les mieux posés, les hommes de chemin de fer les plus expérimentés savent que nos chemins de fer du nord donneront au gouvernement un revenu net d'au moins trois cent mille piastres par année.

Ce ne fut que le 19 février que le fameux bill des taxes vint devant les Chambres sous forme de résolutions. Comme pour la question du chemin de fer, l'on procéda régulièrement et constitutionnellement. Nous trouvons en effet à la page 149 des votes et délibérations de l'assemblée législative l'avis voulu :

"M. le trésorier Church, secondé par M. le procureur-général Angers, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour imposer un droit de timbre sur certains documents.

"M. le trésorier Church informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur ayant été informé du sujet de ces résolutions les recommande à la considération de cette Chambre."

Ces résolutions furent adoptées, un bill fut présenté, discuté et passé du 19 février au 1er mars.

Le bill concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental avait été devant la Chambre depuis le 29 de janvier jusqu'au 19 de février. C'est à cette dernière date qu'il subit sa troisième lecture et fut adopté par la Chambre d'assemblée. Il avait été, comme le bill des taxes, chaudement discuté et il avait provoqué des débats fréquents.

Ces deux mesures étaient donc équivalentes, jugées nécessaires par le gouvernement et les Chambres pour maintenir le crédit de la province de Québec; elles avaient été annoncées par le trésorier dans son exposé du 31 janvier, le lieutenant-gouverneur savait tout cela, depuis un mois, quand il écrivit à l'honorable M. de Boucherville la lettre étrange, le document impossible que je vais lire en entier et livrer à la considération de la Chambre :

"HOTEL DU GOUVERNEMENT,

"Québec, 1er mars 1878.

"A l'honorable C. B. DEBOUCHERVILLE,

"Premier ministre, Québec.

"Le lieutenant-gouverneur, prenant en considération ce qui lui a été communiqué verbalement (le 27 février) par M. le premier ministre, et prenant aussi en considération la lettre que le premier ministre lui a alors remise, est prêt à admettre qu'il n'y a pas eu intention chez M. le premier de méconnaître les prérogatives de la couronne, et qu'il n'y a eu de sa part qu'une erreur de bonne foi dans l'interprétation qu'il a donnée aux paroles du lieutenant-gouverneur dans l'entretien qu'ils ont eu le 19 février courant : paroles qui ne comportaient point le sens d'autorisation que le premier y a attaché.

"Avec cette interprétation, et les instructions qui ont été, en conséquence, données par le premier aux honorables messieurs Angers et Church, ces messieurs n'ont rien fait sciemment qui ne fût point conforme aux devoirs de leur office.

"Quant au blanc que le lieutenant-gouverneur lui a adressé de la Rivière-Ouelle, le lieutenant-gouverneur savait que ce blanc devait servir à mettre les estimés devant la Chambre

"Cet acte était une marque de confiance de sa part, ainsi que le qualifie M. le premier, dans sa lettre du 27 ; mais cet acte était confidentiel.

"Le lieutenant-gouverneur croit devoir faire observer que dans son mémoire du 25 février courant, il n'a, en aucune façon, exprimé l'opinion qu'il croyait que M. le premier ait jamais eu l'intention de s'arroger le "droit" de faire "passer des mesures sans avoir son "approbation, ni de méconnaître les prérogatives du représentant de la couronne."

"Mais M. le premier ministre ne peut pas perdre de vue que, bien qu'il n'y ait pas eu de sa part intention, en fait la chose existe, ainsi que le lui a dit le lieutenant-gouverneur.

"Le fait d'avoir proposé aux chambres plusieurs mesures nouvelles et importantes sans en avoir préalablement avisé, en aucune manière, le lieutenant-gouverneur, bien que l'intention de méconnaître ses prérogatives n'existât pas, ne constitue pas moins une de ses situations fausses, qui placent le représentant de la couronne dans une position difficile, et critique avec les deux Chambres de la législature.

"Le lieutenant-gouverneur ne saurait admettre que la responsabilité de cet état de choses doive peser sur lui.

"En ce qui concerne le bill intitulé : "Acte concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," M. le premier ne peut appliquer à cette mesure la prétendue autorisation générale dont il fait mention dans sa lettre, car leur entrevue était à la date du 19 février, et ce bill était devant les Chambres déjà depuis plusieurs jours sans que le lieutenant-gouverneur en eût été informé en aucune façon par ses aviseurs.

"Le lieutenant-gouverneur exprima alors à M. le premier combien il regrettait cette législation; il lui représenta qu'il la considérait comme contraire aux principes du droit et de la justice; mais, malgré cela, on a conduit cette mesure jusqu'à son adoption devant les deux Chambres.

"Il est vrai que le premier ministre donne, dans sa lettre, pour une des raisons qu'il a eues d'agir comme il l'a fait, "que cette permission de se servir du nom du représentant de la couronne, lui avait du reste, toujours été accordée par le prédécesseur du lieutenant-gouverneur actuel, le regretté monsieur Caron."

"Cette raison n'en pourrait être une pour le lieutenant-gouverneur, car, en agissant de la sorte, il eût abdiqué sa position de représentant de la couronne, chose que ni le lieutenant-gouverneur, ni M. le premier ne pourraient concilier avec les obligations du lieutenant-gouverneur envers la Couronne.

"Le lieutenant-gouverneur regrette d'avoir à constater, ainsi qu'il l'a dit à M. le premier ministre, qu'il n'ait pas été généralement informé d'une manière explicite des mesures adoptées par le cabinet, quoique le lieutenant-gouverneur en ait souvent donné l'occasion à M. le premier ministre, surtout dans le cours de l'année dernière.

"De temps à autre, depuis la dernière session de la législature, le lieutenant-gouverneur a attiré l'attention du premier ministre sur plusieurs sujets se rapportant aux intérêts de la province de Québec, entre autres :

"Sur les dépenses énormes occasionnées par des subsides très considérables à plusieurs chemins de fer, alors que la province était chargée de la construction de la grande voie ferrée de Québec à Ottawa, laquelle devait primer les autres; et cela lorsque l'état de nos finances nous forçait à des emprunts disproportionnés avec nos revenus.

"2. Sur la nécessité de réduire les dépenses du gouvernement civil et de la législation, au lieu de recourir à des impôts nouveaux en vue d'éviter des embarras financiers.

"Le lieutenant-gouverneur exprime aussi, quoique à regret, à M. le premier, que les ordres passés en conseil pour l'augmentation des salaires des employés du service civil lui semblaient inopportuns dans un temps où le gouvernement contractait à la banque de Montréal un emprunt d'un demi million, avec la condition de porter cet emprunt à \$1,000,000 à un intérêt de 7 p. c.; et, de fait, aujourd'hui même (1er mars), le lieutenant-gouverneur est obligé de permettre qu'un ordre en conseil soit passé pour procurer au gouvernement le dernier demi-million; sans quoi le gouvernement serait dans l'impossibilité de rencontrer ses obligations, ainsi que me l'a fait observer aujourd'hui l'honorable trésorier provincial par ordre du premier ministre.

"Monsieur le premier ne fit point connaître alors, ni depuis, au lieutenant-gouverneur, que le gouvernement était dans un état de pénurie qui nécessiterait une législation spéciale pour augmenter les impôts publics.

"C'est pourquoi le lieutenant-gouverneur a dit et répété ces choses au premier ministre, et

qu'il croit devoir les consigner ici, afin qu'elles servent de mémoire pour lui-même et pour M. le premier.

"D'où il résulte :

"1. Que, quoique le lieutenant-gouverneur ait fait maintes recommandations, en sa qualité de représentant de la couronne, à M. le premier, sur ces divers sujets d'intérêt public, ses avisateurs se sont engagés dans une voie d'actes administratifs et législatifs, contraires à ces recommandations, et sans l'avoir préalablement avisé;

"2. Que l'on a mis le lieutenant-gouverneur, sans intention malveillante, mais de fait, dans une position fautive, en l'exposant à un conflit avec les volontés de la législature, qu'il reconnaît toujours être souveraine lorsque ces volontés sont exprimées par toutes les voies constitutionnelles.

"Le lieutenant-gouverneur a lu et examiné attentivement le mémoire et les documents que le premier a eu l'obligeance de lui apporter hier.

"Il y a dans ce dossier des requêtes de plusieurs corporations municipales et de citoyens de divers endroits, adressées au lieutenant-gouverneur, à l'encontre des résolutions et du projet du bill du gouvernement au sujet du chemin de fer "Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

"Le lieutenant-gouverneur n'a pu prendre connaissance qu'hier de quelques-unes de ces requêtes, parce qu'elles ne lui avaient pas été communiquées avant le dossier.

"Le lieutenant-gouverneur, après avoir mûrement délibéré, ne peut accepter l'avis de M. le premier ministre au sujet de la sanction à donner au bill du chemin de fer intitulé : "Acte concernant le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

"Pour toutes ces causes, le lieutenant-gouverneur ne saurait clore ce mémoire sans exprimer à M. le premier le regret qu'il éprouve à l'idée de ne pouvoir continuer à le maintenir dans sa position à l'encontre des droits et des privilèges de la couronne.

L. LETELLIER,

"Lieutenant-gouverneur."

Il est juste de dire, pour l'excuse de monsieur Letellier, qu'il a eu honte de cette première lettre; il en a vu toute l'injustice et tout le ridicule. Il a compris qu'un homme qui se dit représentant de la Couronne, représentant de Sa Très-Gracieuse Majesté la Reine Victoria ne doit pas écrire comme cela, ne doit pas violer le principe sacré qui est la base, et comme la garantie du régime constitutionnel, pour des raisons aussi futiles, aussi dénuées de bon sens que celles invoquées par lui dans sa lettre de destitution.

Pendant quelques jours il délibéra, se creusa la tête pour trouver de nouveaux

moyens et en homme de ressources il en découvrit sept à huit qu'il a consignés dans un document célèbre, qu'il adressa à Lord Dufferin, le 18 de mars :

"HOTEL DU GOUVERNEMENT,

"QUÉBEC, 18 mars 1878.

"A Son Excellence le très honorable comte de

"DUFFERIN, C.P., C.C.B., G.C.M.G.

"Gouverneur-Général du Canada,

"Ottawa.

"MILORD,—J'ai l'honneur de soumettre aujourd'hui à votre considération des documents et des détails que je n'ai pu mettre devant le public, mais qui eussent fait comprendre davantage que la démission du cabinet de M. DeBoucherville m'était imposée par les circonstances.

"Ces détails ne se trouvent point dans les correspondances que j'avais autorisé M. DeBoucherville à mettre devant les Chambres, et qui sont ci-annexées.

"Depuis le jour où j'ai été élevé par Votre Excellence à la position que j'occupe maintenant, tous mes rapports privés avec les membres de mon cabinet, jusqu'au temps de sa démission, ont été, je dois le déclarer, généralement agréables ; mais, en ce qui concerne mes rapports officiels avec M. le premier, j'ai presque invariablement éprouvé que je ne possédais pas, de sa part, cette confiance entière qui est le principal élément des bonnes relations entre le représentant de la couronne et ses conseillers.

"Après avoir étudié l'état général des affaires de notre province ; après m'être convaincu que des changements législatifs et administratifs devenaient de plus en plus nécessaires, je décidai d'user avec modération, et avec la plus grande discrétion possible, de l'influence que ma position me donne, pour obtenir la réalisation de ce que je croyais être pour le plus grand avantage de la province.

"Je regrette de dire à Votre Excellence que, quoique M. DeBoucherville ait le plus souvent pris mes conseils en bonne part, et qu'il les ait généralement approuvés, il n'en a pas moins presque toujours agi comme s'il ne les avait jamais reçus. Malgré cela, loin de me prévaloir de mon autorité pour entraver son action en aucune façon, je lui ai toujours montré une grande indulgence, comme Votre Excellence pourra s'en convaincre par l'exposé des faits suivants :

"1.—Durant la session de 1876, un bill avait subi ses trois lectures dans l'une des deux chambres, et seulement deux lectures dans l'autre.

"Ce bill, revêtu de tous les certificats nécessaires pour me faire croire qu'il avait été régulièrement passé et adopté, me fut soumis par le premier pour recevoir ma sanction.

"En conséquence de l'ignorance de ces faits, dans laquelle je fus laissé par mes conseillers, j'accordai ma sanction à ce bill.

"Peu de temps après je fus informé de cette irrégularité, et j'en parlai de suite au premier.

Je lui fis observer qu'un acte de cette nature entraînait des conséquences trop sérieuses pour qu'il fut mis en oubli.

"Pour l'obliger, cependant, je ne lui fis pas un grief de ce fait de législation irrégulière, devenue irréparable.

"2.—Pendant cette même session, un autre bill me fut présenté pour sanction. En l'examinant, je constatai un blanc non rempli, que je signalai à l'attention de monsieur le premier par la lettre suivante :—

"(Personnelle.)

"QUÉBEC, 27 décembre 1876.

"MON CHER PREMIER,—Un bill (E) qui a été originaire dans le Conseil, a été passé par l'Assemblée Législative sans addition. En le lisant, avant d'apposer mon certificat de sanction, je découvre, dans la section 6ème, à la 7ème ligne, qu'un blanc n'a pas été rempli.

"Vous avez suivi la pratique, en ne fixant point la pénalité au Conseil Législatif ; mais la chose est passée inaperçue, ou les officiers auront, par quelque malentendu, omis d'y insérer le montant fixé par la Chambre, ou encore c'est une erreur dans la revue.

"A propos de ces erreurs, vous en trouverez une dans la seconde section du même acte, où le mot *amender* est à l'infinitif. Je ne signale cette dernière, à laquelle j'attache très-peu de conséquence, que parce que j'en ai trouvé une autre dans un acte où j'avais à vous signaler une omission que je crois fatale.

"Bien à vous,

"L. LETELLIER."

"Monsieur le premier vint me dire qu'il regrettait cette omission, et me demanda de sanctionner ce dernier bill dans l'état où il était.

"L'esprit de conciliation avec lequel j'y consentis sembla lui être agréable.

"3.—En mars 1877 (*vide* annexe A), mes conseillers me firent faire, pour le quartier sud du village de Montmagny, une nomination d'un conseiller municipal, sous le prétexte qu'il n'y avait pas eu d'élection, ou que si telle élection avait eu lieu, elle était illégale.

"Je crois devoir en expliquer toutes les circonstances à Votre Excellence à cause du principe important qui y était engagé.

"Après l'examen personnel que je fis des requêtes et des autres documents se rattachant à cette élection, j'allai voir M. le premier, à son propre bureau, pour le prier de ne point hâter la nomination qu'on lui demandait de faire d'un conseiller municipal pour cette localité, avant d'être plus amplement renseigné.

"Je lui fis observer qu'il apparaissait qu'une élection municipale avait eu lieu, et que, dans ce cas, comme principe, le conseil exécutif ne devait point intervenir. J'ajoutai que du moment qu'une élection légale ou même illégale avait eu lieu, il appartenait aux tribunaux d'en juger suivant le cours ordinaire de la loi, dont ils sont les interprètes.

"J'intimai alors à M. DeBoucherville que je maintenais en principe que toutes les matières ressortant du pouvoir judiciaire devaient être laissées invariablement aux tribunaux ; les-

quels, par leur organisation, peuvent mieux que l'exécutif s'enquérir des matières de fait et de la preuve; et que je ne permettrais jamais que le pouvoir exécutif fut substitué au pouvoir judiciaire, lorsque ce dernier a ait juridiction.

" M. le premier trouva que cette opinion et les principes sur lesquels je m'appuyais étaient conformes à ses idées et nécessaires à la bonne administration de la justice. Il me demanda si je consentirais à voir M. Angers, le procureur-général, à ce sujet.

" J'y consentis de suite, et M. le procureur-général fut mandé immédiatement. Les faits se rapportant à cette difficulté d'élection, et ma manière de les envisager lui furent alors communiqués. Il promit qu'avant de faire faire une nomination par le lieutenant-gouverneur, il s'enquerrait.

" Peu de temps après il me fit rapport qu'il s'était enquis des faits, et, à sa suggestion, je fis la nomination de Jules Bélanger comme conseiller.

" Au commencement de mars 1877, des difficultés et des rixes provenant de cette élection avaient lieu à Montmagny.

" Après cette nomination, ces rixes se renouvelèrent jusque dans le sein même du conseil municipal, d'où l'on expulsa, avec violence le conseiller que l'on m'avait ainsi fait nommer; cette nomination m'avait été recommandée nonobstant le fait qu'il y avait eu une élection, qu'elle avait été faite et présidée par le maire; qu'Eugène Fournier avait été rapporté élu à l'unanimité, qu'il avait été assermenté suivant la loi, et que même, lorsqu'on me recommanda la nomination de Jules Bélanger, la personne ainsi élue avait affectivement pris son siège, avait été assermentée et avait siégé dans le dit conseil, ainsi que les minutes du conseil le constatent.

" En apprenant plus tard ces faits, je les communiquai à M. le premier et lui demandai de faire préparer la révocation de la nomination qu'on m'avait ainsi fait faire, contrairement aux principes énoncés plus haut, et dont il avait lui-même admis la justesse.

" M. le premier me répondit que la chose était d'une nature très délicate, vu que cette action serait contraire à la recommandation de M. Angers, son procureur-général; il termina en disant qu'il lui ferait préparer un mémoire à ce sujet.

" Ce mémoire, je le reçus quelques jours plus tard; après l'avoir lu, j'intimai de nouveau à M. DeBoucherville que, dans l'intérêt de la paix et par respect pour le principe de ne point substituer le pouvoir exécutif au pouvoir judiciaire, dans les matières du ressort de ce dernier, j'insistais à ce que cette révocation fût faite.

" Après avoir attendu plusieurs jours pour une réponse, et n'en recevant aucune de M. le premier, je lui adressai la lettre dont suit copie :

" (Personnelle et confidentielle.)

QUÉBEC, 14 mars 1877.

" MON CHER DEBOUCHERVILLE.—Je n'ai pas eu de réponse au sujet de la nomination d'un conseiller à Montmagny.

"Ceux qui ont trompé le gouvernement pour me faire faire un acte exécutif, à l'encontre d'une loi qu'ils savaient alors appartenir au domaine judiciaire, ne doivent pas, ce me semble, mériter des égards qui ne peuvent être que blessants pour le gouvernement et pour moi-même.

"Le remède est bien simple : rescinder cette nomination—laisser les parties intéressées se débattre devant les tribunaux.

" Bien à vous,

" L. LETELLIER.

" Si j'insiste, milord, sur ce dernier point, c'est pour démontrer à Votre Excellence que M. le premier ministre connaissait parfaitement alors ma manière de voir à cet égard, et qu'il ne devait, par conséquent, sans m'en prévenir et surtout sans m'en aviser, proposer durant la dernière session de la législature, aucune législation ni faire aucun acte administratif tendant à substituer le pouvoir exécutif au pouvoir judiciaire.

" Il était facile au premier ministre de comprendre, d'après mes observations et les fréquentes conversations que j'avais eues avec lui, que je ne pourrais consentir à voir dépouiller les sujets de Sa Majesté du droit que leur garantit la grande charte, de ne subir aucune atteinte à leurs biens, autrement qu'en vertu du jugement des tribunaux du pays.

" 4.—Le 19 mars 1877, à la veille de m'absenter pour quelques jours, j'écrivis à l'honorable M. Chapleau, et, dans un *post-scriptum* à ma lettre, je lui dis :—« Faites-moi donc le plaisir de dire au premier que s'il a besoin de mon concours, M. Gauthier pourra m'apporter les documents qui requerront ma signature. »

" M. DeBoucherville a dû comprendre par là, que si j'étais prêt à lui donner mon concours c'était à la condition de voir, avant de les signer, les documents qui m'étaient soumis.

" Je vous laisse, milord, à juger de quelle manière on a interprété ma pensée.

" 5.—A la date du 6 novembre dernier, j'adressai à l'honorable M. DeBoucherville la lettre dont suit copie :

" (Personnelle.)

Québec, 6 novembre 1877.

" MON CHER DEBOUCHERVILLE.—La dernière *Gazette Officielle* publie sous ma signature deux proclamations que je n'avais pas signées.

" L'une est pour la convocation des chambres, et je l'avais réservée pour vous en parler; l'autre, que je n'ai pas même vue, fixe un jour d'actions de grâces.

" Ces procédés, que je ne qualifierai pas, produisent, en outre de leur inconvenance, des nullités que vous comprendrez facilement.

Bien à vous,

" L. LETELLIER.

" L'honorable C. B. DEBOUCHERVILLE,

" Premier, etc., etc., "

" Voici les notes que j'ai prises de ma conversation avec M. DeBoucherville à ce sujet ;

" M. DeBoucherville est venu le même jour qu'il a reçu cette lettre pour me dire qu'il regrettaît que la chose fût arrivée, et qu'il n'y avait pas de sa faute. J'acceptai cette excuse, et je lui dit alors que je ne tolérerais pas que l'on se servit de mon nom lorsqu'il serait nécessaire à aucun acte de mon office, sans que l'on m'eût soumis les documents qui nécessiteraient ma signature et sans que l'on m'eût donné des informations. M. DeBoucherville m'assura que cela serait fait à l'avenir.

" L. L."

" 6. — Mais, milord, il est un point encore plus important que je ne peux taire plus longtemps.

" Des conversations que j'ai eues avec M. DeBoucherville il résulte un fait qui, s'il était connu, suffirait à lui seul pour me justifier de n'avoir pas cru qu'il possédait la confiance du peuple de cette province.

" Je lui remontrai à deux reprises, quelque temps après la session de 1876, que des millions avaient été votés comme aide à tous les chemins de fer en général, lorsque nos finances me paraissaient dans un état à ne pas nous permettre d'entreprendre de prodiguer à la fois des subsides à ces nombreuses entreprises, et surtout lorsque notre crédit se trouvait, sans cela, si considérablement engagé dans la construction du chemin de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Il m'avoua bien sincèrement que ces concessions, tout en ayant pour objet le développement de la province, étaient nécessitées par des causes politiques; que, sans cela, le support des représentants dont les comtés sont traversés par ces chemins de fer, cesseraient d'être assurés au gouvernement, qu'il n'y aurait pas moyen d'avoir de majorité que ces membres formaient des combinaisons, des "rings," pour contrôler la Chambre.

" M. DeBoucherville n'ignore pas que je lui dis alors qu'il valait mieux sauver la province qu'un gouvernement, et que, si son administration n'était pas assez forte pour résister à ces influences, il vaudrait mieux pour lui, faire une combinaison avec les hommes honnêtes, de bonne volonté de chaque parti, que de se soumettre à la dictée de ces "rings," et au contrôle de ces combinaisons.

" Lorsqu'il n'a rien fait pour se soustraire à cette influence délétère, après l'avoir qu'il m'a fait lui-même que la législature était contrôlée par ces "rings," lorsque, par sa législation, il a voulu la favoriser de nouveau, pendant la dernière session, sans avoir obtenu mon avis, n'avais-je pas le droit, comme représentant de ma souveraineté, de croire et de me dire que M. DeBoucherville ne possédait pas une majorité constitutionnellement formée au sein de l'Assemblée législative?

" 7. — En communiquant aux Chambres mes mémoires du 25 février et du 1er mars derniers, monsieur le premier ministre et monsieur le procureur-général Angers ont, en violation de leur devoir, outrepassé l'autorisation que je leur avais donnée à cet effet par ma lettre du 4 mars dernier. Ils ont accompagné cette communication du rapport de prétendues conversations dont je conteste l'exactitude et dont je signale l'inconvenance.

" Je ne signalerai, milord, qu'un seul fait pour prouver cette inexactitude et cette inconvenance. Les honorables messieurs DeBoucherville et Angers, dans leurs explications aux Chambres, insistent beaucoup sur le télégramme que monsieur DeBoucherville m'a envoyé à la Rivière-Ouelle pour me demander la permission d'introduire des résolutions concernant les finances, et sur le blanc-seing que je lui ai transmis en réponse.

" Mais eux-mêmes ont fait remplir le blanc-seing par mon secrétaire particulier, de manière à donner au télégramme le sens que je lui avais attribué, savoir, d'une demande de la permission d'introduire les subsides. Voici la copie du message fait avec ce blanc-seing.

" M. le trésorier Church présente un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, lequel est comme suit :—

" L. LETELLIER.

" Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée Législative les estimations supplémentaires pour l'année courante et celles pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1879, et en conformité des dispositions de la 54^e clause de l'acte de l'Amérique-Britannique du Nord, 1877, il recommande ces estimations à l'Assemblée Législative.

" HOTEL DU GOUVERNEMENT,

" QUÉBEC, 30 janvier 1878."

" Mes ministres n'ont jamais eu, de leur propre aveu, d'autre autorisation de ma part pour introduire leurs résolutions de chemin de fer et de taxations que le blanc-seing ci-dessus dans lequel il n'en est pas dit un mot. D'ailleurs, il est à remarquer que les résolutions de chemin de fer ont été introduites le 29 janvier, pendant que le message est daté du 30.

" C'est pour cette raison, milord, que je vous fais connaître tous les faits et tous les détails qui se rattachent aux rapports que j'ai eus avec M. DeBoucherville et ses collègues.

" S'il n'y avait que mon individualité en cause, je m'abstiendrais de réclamer en aucune façon contre les injustes appréciations qu'en violation de leur devoir ils ont faites de la conduite du représentant de la couronne; mais il s'agit ici du maintien même de la constitution qui nous régit.

" Si l'on a publié, sans aucune autorisation de ma part, des proclamations que je n'avais pas signées, est-il étonnant que l'on ait proposé en mon nom aux chambres des messages sur lesquels je n'avais pas été avisé?

" C'est parce que, comme représentant de ma souveraineté, je suis injustement et indignement traité devant le public que je vous fais connaître, milord, que, dans l'exercice de mon devoir comme son représentant, je n'ai pas eu seulement pour but de protéger la dignité de mon office, mais de donner au peuple de cette province l'occasion de comprendre que l'exercice de la prérogative royale dans les circonstances actuelles n'est pas hostile à ses libertés constitutionnelles; qu'au contraire elle lui fournit les moyens d'exercer librement son jugement.

"Il résulte, milord, de ce que je viens d'exposer :

"1o. Que généralement les recommandations que j'ai faites à mon cabinet n'ont pas reçu cette considération qui est due au représentant de la couronne ;

"2o. Que mon nom a été employé par les membres du gouvernement comme signature à des documents que je n'avais jamais vus ;

"3o. Qu'on a publié dans la *Gazette Officielle* une proclamation convoquant la législature sans me consulter ni m'en aviser, et avant que ma signature ne fut apposée ;

"4o. Qu'une autre proclamation fixant un jour d'actions de grâces a été pareillement promulguée dans les mêmes conditions ;

"5o. Que, quoique j'eusse par mes conseils, et par ma lettre du 14 mars 1877, intimé à M. le premier ministre une ferme détermination de protéger les habitants de cette province contre les décisions arbitraires du pouvoir exécutif, dans les matières où les tribunaux ont juridiction, M. le premier ministre a cru devoir, sans ma participation et sans me conseiller, proposer aux chambres, dans la législation sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, de substituer le pouvoir exécutif au pouvoir judiciaire ;

"6o. Que sans m'avoir avisé et sans avoir reçu mon autorisation en aucune façon quelconque, le gouvernement de M. DeBoucherville a proposé à la législature une mesure de taxation presque générale, sur les contrats et les transactions ordinaires de la vie, les transferts de parts de banques, etc., etc., lorsque, aucun message de ma part n'avait été demandé pour cet objet, ni signé par moi pour en autoriser la proposition aux chambres ;

"7o. Qu'après sa démission, le gouvernement DeBoucherville a manqué de nouveau à son devoir, en donnant pour faire ajourner les chambres de jour en jour, des raisons autres que celles convenues entre moi et le premier, et cela au risque de préjuger l'opinion publique contre le représentant de la couronne ;

"8o. Que lors de la communication des causes qui ont nécessité la démission du cabinet, dans les explications qui ont été données par le premier ministre au conseil législatif et par le procureur-général à l'Assemblée législative, tous deux se sont servis de prétendues conversations qu'ils n'avaient aucune autorisation de communiquer aux chambres puisque le premier ministre avait, par sa réponse à la lettre du lieutenant-gouverneur du 4 mars courant, limité ses explications à la communication aux chambres, des mémoires du 25 février et du 1er mars, et des réponses du premier ministre du 27 février et des 2 et 4 mars courant ;

"9o. Que, partant, les additions et les commentaires faits par le premier ministre au conseil législatif et par M. le procureur-général à l'Assemblée législative étaient contraires aux conditions stipulées entre le lieutenant-gouverneur et le premier ministre ;

"10o. Que le premier ministre et ses collègues, en se servant de prétendues conversations privées pour expliquer les causes de leur démission, et ce, contrairement à ce qu'ils

devaient à la couronne et à ce qu'ils s'étaient obligés d'observer envers elle, ont mis le lieutenant-gouverneur dans la nécessité de faire connaître à Votre Excellence toutes les raisons de cette démission.

"J'ai l'honneur d'être, milord,

"Votre très-obéissant serviteur,

"L. LETELLIER,

"Lieut.-gouverneur."

Son Honneur Luc Letellier, lieutenant-gouverneur de la province de Québec, met monsieur DeBoucherville à la porte parce qu'il ne peut plus "continuer à le maintenir dans sa position, à l'encontre des droits et privilèges de la Couronne." Il ne dit pas que monsieur DeBoucherville a violé ces droits et ces privilèges ; il ne dit pas non plus ce que sont ces droits et privilèges de la Couronne représentée à Québec par monsieur Letellier. Il a le soin, au contraire, de proclamer la bonne foi de monsieur DeBoucherville et déclare que messieurs Angers et Church n'ont rien fait qui ne fût conforme aux devoirs de leur charge. Alors pourquoi avoir congédié le cabinet DeBoucherville ? D'après les apparences et d'après la lettre du 1er mars, monsieur DeBoucherville et ses collègues auraient été chassés du pouvoir, pour ces deux raisons formidables :

"1. Que, quoique le lieutenant-gouverneur ait fait maintes recommandations, en sa qualité de représentant de la Couronne, à monsieur le premier, sur ces divers sujets d'intérêt public, ses avisateurs se sont engagés dans une voie d'actes, d'administratifs et législatifs, contraires à ces recommandations, et sans l'avoir préalablement avisé ;

"2. Que l'on a mis le lieutenant-gouverneur, sans intention malveillante, mais de fait, dans une position fautive, en l'exposant à un conflit avec les volontés de la législature, qu'il reconnaît toujours être souveraine lorsque ces volontés sont exprimées par toutes les voies constitutionnelles."

Ce baragouin constitutionnel n'est pas très-intelligible. Il prouve bien une divergence d'opinion entre le lieutenant-gouverneur et son cabinet sur des actes de simple administration, mais rien autre chose. Il fallait un puissant effort d'imagination pour trouver que M. DeBoucherville a été "à l'encontre des droits et des privilèges de la Couronne" en n'écoutant pas trop ces plaintes bénignes.

Je ne discute pas, pour le moment, le mérite intrinsèque, ni la vérité de ces plaintes et de ces reproches. J'y reviendrai plus tard.

Je me contente, pour le quart d'heure, d'examiner froidement si ces plaintes, ces reproches, en les supposant bien fondés, suffisent pour autoriser un lieutenant-gouverneur constitutionnel à chasser un gouvernement soutenu par une majorité de 21 dans une Chambre de 65. C'étaient le 1er mars les seules raisons données, les seules connues, les seules que monsieur Letellier a permis à ses ministres démis de communiquer aux Chambres. M. Letellier les a jugées lui-même et s'est condamné quand il a essayé d'en trouver de meilleures.

Voyons donc maintenant ces nouvelles raisons.

M. Letellier, cela va sans dire, était comme les libéraux à Ottawa avant le 17 septembre dernier, animé d'un patriotisme pur, d'un dévouement sans bornes pour sa chère province de Québec, et d'un respect profond pour les deniers du peuple.

"Après avoir, dit-il dans sa lettre du 18 mars, étudié l'état général des affaires de notre province; après m'être convaincu que des changements législatifs et administratifs devenaient de plus en plus nécessaires, je décidai d'user avec modération, et avec la plus grande discrétion possible, de l'influence que ma position me donne, pour obtenir la réalisation de ce que je croyais être pour le plus grand avantage de la province."

Il se plaint ensuite amèrement à Lord Dufferin de ne pas être assez écouté de ses ministres et comme preuve de leur désobéissance il étale avec complaisance ses sept griefs, que j'ai lus tantôt. Parlons en un peu.

1o. On m'a fait sanctionner, dit-il en substance, un bill qui n'était pas passé.

Erreur clérical! On ne voit pas encore en quoi "les droits et privilèges de la Couronne" sont foulés aux pieds. Cherchons plus loin :

2o. Le second grief est plus dangereux. M. de Boucherville, trop enclin à saper la base des "droits et privilèges de la Couronne," demande au lieutenant-gouverneur de sanctionner un bill entaché de deux fautes graves : un blanc

non rempli et un verbe "à l'infinitif" au lieu d'être, je suppose, au participe passé.

J'avoue que l'histoire fait rarement mention d'un aussi noir complot pour violer "les droits et privilèges de la Couronne." Qu'on ne m'accuse pas de vouloir jeter le ridicule sur un document d'état, *a state paper*. J'ai cité à la lettre. Malgré le respect que je dois au "représentant de la Couronne," ma qualité de représentant du peuple me donne le droit et m'impose le devoir d'apprécier et de juger les actes et les écrits d'un officier du gouvernement fédéral.

3o. La troisième nouvelle raison est l'élection ou le défaut d'élection d'un conseiller municipal dans le village de Montmagny. M. Letellier se plaint que le procureur général lui a fait faire une nomination irrégulière d'un conseiller municipal. Le gouvernement céda par déférence et monsieur Letellier eut franc jeu. Il révoqua sa nomination. On ne voit pas encore là bien clairement en quoi monsieur de Boucherville voulait porter atteinte aux droits et privilèges de la Couronne.

4o. Le 19 mars 1877, monsieur Letellier dans un *post-scriptum* d'une lettre à l'honorable monsieur Chapleau, lui avait mandé : "Faites-moi donc le plaisir de dire au premier que s'il a besoin de mon concours, monsieur Gauthier pourra m'apporter les documents qui requerront ma signature." Monsieur Letellier ajoute que c'était un avertissement suffisant pour mettre monsieur de Boucherville sur ses gardes. Avec un tel *post-scriptum* monsieur Letellier croyait saufs "les droits et privilèges de la Couronne."

Ces quatre griefs remontent tous à 1877. Ils sont si peu importants que le lieutenant-gouverneur a gardé ses ministres après cela et qu'il n'a pas voulu les invoquer dans sa lettre du 1er mars.

5o. Le 6 novembre 1877, monsieur Letellier écrit à monsieur de Boucherville une lettre sévère, lui reprochant d'avoir publié deux proclamations qu'il n'avait ni signées ni autorisées. Il lui-même détruit ce grief dans sa réponse au mémoire de messieurs Chapleau, Church et Angers.

60. Le sixième chef d'accusation contre M. DeBoucherville n'a pas beaucoup de rapport aux "droits et privilèges de la Couronne."

Quelque temps après la session de 1876, monsieur DeBoucherville aurait avoué à monsieur Letellier que son gouvernement était contrôlé par des *rings*, des combinaisons malhonnêtes entre députés conservateurs qui forçaient la main du pouvoir pour avoir des octrois en faveur des chemins de fer du sud.

C'est une accusation générale contre le parti conservateur, accusation destinée à servir et qui a servi admirablement la cause libérale dans les élections locales du mois d'avril dernier. Je ferai dans quelques instants justice sévère de cette accusation inqualifiable.

Au reste, je vous le demande, monsieur l'Orateur, qu'avait à faire ce sujet avec "les droits et privilèges de la Couronne?" Qu'a eu à faire, ou plutôt qu'ont eu à faire ces fameuses combinaisons imaginaires de 1876 avec la destitution de M. DeBoucherville?

70. Le septième grief est une répétition de celui mentionné dans la lettre du 1er mars. Monsieur Letellier reproche à monsieur DeBoucherville d'avoir abusé de son télégramme de la Rivière-Ouelle lui permettant de présenter aux Chambres les résolutions concernant les finances. Cette autorisation ne pouvait, suivant monsieur Letellier, couvrir que les estimations, et nullement le bill des taxes et du chemin de fer. Je suis forcé d'ajouter que cette fameuse raison est bien pauvre.

Le lieutenant-gouverneur reçoit tous les matins le procès verbal de la séance de la veille. Il a donc su en temps immédiat que son gouvernement s'était servi de son nom le 29 janvier pour soumettre à la Chambre "les résolutions concernant le chemin de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," et le 19 février, les résolutions pour "imposer un droit de timbre sur certains documents."

Il n'a pas protesté, il n'a pas fait de remontrances, il n'a pas demandé à son gouvernement de suspendre ou de retirer ces mesures qui paraissaient tant l'affliger et contrarier si fort son amour du peuple.

A la dernière heure, quand une grande majorité a adopté et sanctionné la politique du gouvernement, il vient se mettre en travers et dit—ce qui est un résumé exact de ses lettres—: "vous avez eu

tort, M. DeBoucherville, de croire que mon télégramme de la Rivière-Ouelle vous autorisait à présenter vos bills concernant les taxes et le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Vous êtes de bonne foi, vous et vos collègues; Mais vous me faites une fausse position et il faut que je vous mette à la porte parceque je ne puis pas continuer à vous maintenir en charge *a l'encontre des droits et des privilèges de la couronne.*"

Je pense, monsieur l'Orateur, avoir résumé fidèlement les raisons invoquées par M. Letellier pour congédier ses ministres.

Il n'a pas de raisons. Il n'a que des prétextes. Voyons la force de ces prétextes à côté des grands principes qui établissent la vraie doctrine du *self-government*.

La base fondamentale, la pierre angulaire, c'est que le roi règne, mais ne gouverne pas.

Le souverain, le gouverneur, et le lieutenant-gouverneur sont astreints à la même règle: donner confiance et avis au ministère que supporte une majorité de la Chambre; lui être loyal, franc et sincère et lui donner tout l'appui nécessaire pour qu'une bonne majorité de la Chambre l'honore de sa confiance.

Ah! dans ce pays-ci, nous connaissons ce beau et grand régime. Le gouvernement responsable, la responsabilité ministérielle, le régime constitutionnel, nous savons ce que c'est. Nous l'avons étudié, nous l'avons appris, nous l'avons arrosé de notre sang. C'était pour nous plus que l'arbre de la liberté, c'était l'arbre du salut.

Voyons quel est ce système. Voyons quel rôle y joue celui qui est appelé à surveiller l'opération du mécanisme complet. On l'appelle roi, reine, vice-roi, gouverneur-général ou tout simplement lieutenant-gouverneur. Le nom n'y fait rien, parceque le principe est le même.

Lord John Russell est une autorité assez respectable. Voici ce qu'il disait dans une dépêche au lieutenant-gouverneur Thompson, du Haut-Canada, le 4 octobre 1839:

"La constitution de l'Angleterre après des luttes prolongées et des succès variés, est devenue une forme de gouvernement dans laquelle les prérogatives de la Couronne admises par tous, ne sont jamais exercées sans qu'un ministère ait conseillé de le faire."

Et plus loin :

“ La Couronne ne doit s'opposer aux vœux de l'assemblée seulement lorsque l'honneur de la Couronne ou les intérêts de l'empire sont profondément concernés. ”

Lord Brougham, grand maître dans les questions constitutionnelles, écrivait en 1835, à propos du renvoi, l'année précédente, de lord Melbourne par Guillaume IV.

Il dit d'abord que le roi n'est que le dépositaire du pouvoir. En effet, tous les pouvoirs appartiennent au parlement.

Et il ajoute :

“ Aucun souverain dans ce pays ne possède le droit, par la constitution, le souverain, dis-je, ne peut constitutionnellement (car c'est illégal et criminel et défendu à la Couronne) renvoyer ses ministres et en choisir d'autres à moins d'avoir des motifs avouables et qu'on peut défendre. ”

Harrison dans un ouvrage publié en 1875 déclare à propos de ce pouvoir du souverain :

“ Le roi ne peut pas mettre un alinéa ni une phrase dans son propre discours.

Il ne peut pas ajouter une clause à un bill devant le parlement. La seule pensée qu'il le voudrait fait sourire ; s'il le faisait, ce serait la cause d'une révolution. ”

Disraeli expliquant dans les Communes anglaises les formalités d'un changement de ministère, dit :

“ Le souverain en Angleterre, nous le répétons avec orgueil, n'a pas de part dans le gouvernement. ”

Bagehot dans son ouvrage sur la constitution anglaise, dit aussi :

“ Aucun monarque ne devrait dissoudre le parlement contre le gré et l'intérêt du ministère qui est au pouvoir. Sans doute, le roi pourrait renvoyer ce ministère et le remplacer par un autre dont il prendrait l'avis pour dissoudre le parlement ; mais même avec cette précaution, agir ainsi envers un ministère qui aurait une forte majorité en parlement semblerait porter un coup qu'il est presque impossible de supposer. Nous ne croyons pas que la reine Victoria elle-même, malgré sa popularité et le respect qui l'entoure, oserait le tenter. ”

“ Aucun anglais ne peut même rêver une catastrophe de cette nature ; cela lui paraîtrait être un phénomène appartenant à un autre monde que celui qu'il habite. ”

“ En pratique en Angleterre, le souverain se considère comme obligé de suivre l'avis du ministère que la Chambre des Communes désire garder au pouvoir. Toutes les prérogatives à l'encontre de ce principe sont tombées en désuétude. Frapper par derrière, si nous

pouvons parler ainsi, et étrangler par le moyen d'un appel au pays, un ministère soutenu par le parlement est un de ces événements qu'on ne peut plus supposer possible. ”

Bagehot après avoir parlé du renvoi de Lord Melbourne, par Guillaume IV, termine en disant :

“ Actuellement, la reine ne peut guère refuser à un ministère que la majorité abandonne dans le parlement le droit de dissoudre la Chambre ; pas plus qu'elle ne peut, sans le consentement du premier ministre, dissoudre un parlement où le premier ministre a la majorité. ”

Le même auteur dit encore :

“ La loi écrite laisse à la couronne le choix de tous ses ministres et agents. ; mais la loi non écrite ou la constitution non écrite rend pratiquement impossible qu'un souverain garde un ministère qui n'a pas la confiance des Communes ou qu'il renvoie un ministère qui jouit de cette confiance. ”

Est-il possible de trouver quelque chose de plus approprié, de plus fort, de plus solide pour démontrer, développer le principe constitutionnel et faire voir combien M. Letellier l'a violé et méconnu ?

Écoutons maintenant Lord Dufferin sur les devoirs des gouverneurs.

Dans son discours prononcé à Halifax, en 1873, il prononça les paroles suivantes :

“ Ma seule étoile polaire, mon seul guide dans l'accomplissement de mes devoirs et dans mes relations officielles avec les hommes publics, c'est le parlement. Je crois au parlement, sans m'occuper de quel côté il vote, et ne donne ma confiance qu'aux seuls hommes que la volonté libre du parlement confidéré m'assigne comme conseillers responsables. Qu'ils soient les chefs d'un parti ou d'un autre, cela doit être tout-à-fait indifférent au gouverneur-général. Tant qu'ils sont supportés, il est obligé de leur accorder sa confiance illimitée, de déférer à leur avis et de les assister loyalement de ses conseils. ”

Je continue à citer lord Dufferin.

Le 22 février dernier, le parti libéral anglais donnait un dîner au *Reform Club* à Londres, en l'honneur de notre ex-gouverneur-général, le comte de Dufferin. Le comte de Granville présidait et le marquis de Hartington, le chef du parti whig était présent. Le président en proposant la santé de lord Dufferin le complimenta hautement pour le bien qu'il avait fait au Canada durant son terme d'office, etc.

Lord Dufferin, fidèle, comme toujours aux grandes principes du gouvernement

responsable, répondit à cette partie de l'éloge du comte de Granville en ces termes :

“ Si quelque chose, dont mon pays puisse être content, est arrivé pendant mon administration, on le doit attribuer au patriotisme, à l'esprit élevé et à la loyauté des canadiens eux-mêmes (applaudissements), et j'avoue sincèrement que je ne considérerais pas cela comme un compliment au chef d'une société jouissant du gouvernement responsable, si on lui attribuait le développement d'une politique toute personnelle ou aucune initiative indépendante, à lui propre. (Applaudissements). ”

Voilà ce que les libéraux anglais applaudissaient il n'y a pas trois semaines.

Evidemment, monsieur Letellier n'a pas puisé à cette source. Il est lui-même libéral, mais pas à la façon de ces grands libéraux.

Lord Metcalfe, gouverneur du Canada-Uni de 1843 à 1845, avait voulu faire du gouvernement personnel comme monsieur Letellier. Il voulut, comme lui, donner le pouvoir à la minorité, et mit à la porte le cabinet LaFontaine-Baldwin, qui était supporté par une grande majorité de la Chambre.

Lord Elgin fut chargé de réparer sa faute. Les instructions que Lord Grey lui donna ont aujourd'hui une application frappante.

“ Je vous recommande, lui dit-il, entr'autres choses, ce mode d'action afin qu'il soit bien compris que tout transfert du pouvoir politique d'un parti à l'autre ne doit pas être le résultat de vos actes. . . . J'attache à ceci une grande importance et je vous donne en conséquence instruction de ne point changer votre conseil exécutif tant qu'il ne sera pas parfaitement clair qu'il ne peut, avec toute l'assistance qu'il est en droit d'attendre de vous, administrer le gouvernement de la province d'une manière satisfaisante et commander la confiance de la législature. ”

Bagehot dit encore :

“ Pour dire la chose en peu de mots, le souverain a sous notre constitution trois droits, le droit d'être consulté, le droit d'encourager, le droit d'avertir. Et un roi sensé et sage ne saurait en demander d'avantage. Il comprendra qu'étant privé d'autres droits il se trouve par là même en mesure de se servir avec plus d'effet de ceux qu'il a. Il dira à ses ministres : “ Sur vous tombe la responsabilité de ces mesures. Quelle que soit la chose que vous décidiez, elle recevra mon entier et efficace support, mais je vous ferai observer que pour telle et telle raison la chose que vous proposez est mauvaise, et pour telle et telle raison ce que vous ne proposez pas est mieux. Je ne m'y opposerai pas, c'est mon devoir de ne pas m'y opposer ; mais remarquez que je vous avertis. ”

Bagehot dit un peu plus loin :

“ La théorie populaire sur la constitution anglaise est entachée de deux erreurs relativement au souverain. La première, sous sa forme la plus ancienne au moins, le considère comme un des pouvoirs du royaume et lui reconnaît une autorité corrélatrice à celle de la Chambre des Lords et de la Chambre des Communes. Le roi avait autrefois ces attributions, mais aujourd'hui il ne les a plus. Cette autorité pourrait être exercée par un monarque qui aurait un veto législatif, qui aurait le pouvoir de rejeter des bills sinon comme la Chambre des Communes, du moins comme la Chambre des Lords les rejette. Mais la Reine n'a pas ce droit de veto. Elle serait même tenue de signer sa propre condamnation à mort si : 1° deux Chambres la votaient unanimement. 2° un pouvoir législatif est une fiction du passé ; ce pouvoir a cessé depuis longtemps d'exister. ”

Voici comment le chef du gouvernement résume et apprécie cette autorité :

“ Tel est le devoir du souverain. Si une législation que celui-ci croit mauvaise est adoptée par un ministère ayant la majorité du parlement, majorité sans laquelle la législation ne saurait se faire, le souverain a le droit de faire venir son premier ministre et lui dire “ je vais continuer à vous soutenir ; mais mon expérience m'impose le devoir de vous avertir. ” C'est en somme le seul droit qu'ait le souverain en matière de législation. ”

Je réservais une dernière citation—la plus importante. Je veux maintenant, M. l'Orateur, vous montrer M. Letellier de 1873 souffletant M. Letellier de 1878

Le 13 août 1873, Lord Dufferin écoutant l'avis de ses ministres—qui, durant la session du printemps, avaient été soutenus par une forte de majorité des Communes,—prorogea les Chambres.

L'opposition du temps, et les libéraux les grits, étaient indignés de ce que la minorité ne pouvait contrôler l'action du gouverneur-général.

Après la prorogation, les libéraux, réunis en comité, adoptèrent la motion suivante :

“ Il fut proposé par M. Cauchon, secondé par M. Mills et résolu : que dans l'opinion de cette assemblée, la prorogation du parlement en ne donnant pas à la Chambre des Communes l'opportunité de poursuivre l'enquête qu'elle avait entreprise, est une violation révoltante des privilèges de l'indépendance du parlement et des droits des citoyens. ”

Des discours enflammés furent prononcés. Monsieur Letellier fit le sien ; le voici :

“ Il est désirable dans les circonstances présentes de parler avec tout le calme possible malgré l'ébullition populaire qui est une ébul-

lition nationale. La question à examiner est de savoir si le Conseil exécutif peut interposer la prérogative de la Couronne entre lui et le parlement et empêcher ainsi le libre exercice de la volonté populaire. Cette prérogative ne devrait pas être employée à renverser les libertés populaires, [applaudissements], mais suivre la marche des événements en conformité des intérêts du peuple. Autrement, on pourrait se dispenser de parlement et le peuple serait encore une fois forcé par la verge d'obéir à la couronne sans égard à d'autres droits.... Le comité nommé par la Chambre ne pouvait être dissous par aucun pouvoir extérieur sans une grossière violation de ses privilèges."

Quelques minutes auparavant, l'honorable M. Letellier avait applaudi aux paroles suivantes de l'honorable M. Cauchon, en proposant sa résolution :

" Si j'avais été seul, j'aurais été plus loin que l'on a été, et j'aurais dit que la Couronne, ou ses représentants n'ont pas le droit d'intervenir dans les privilèges du parlement. [Applaudissements]"

Notre lieutenant-gouverneur s'indignait parceque lord Dufferin ne voulait pas suivre la minorité. Qu'aurait-il donc fait si le gouverneur-général eût agi de la sorte vis-à-vis de la majorité ? Il aurait évidemment endossé le mousquet.

Les conservateurs de Québec ne sont pas aussi bouillants. Monsieur Letellier les a mis à la porte sans cause ni raison, et ils ne demandent que sa censure, en attendant sa destitution.

J'ai mis, monsieur l'Orateur, devant la Chambre l'état des faits tel que présenté par monsieur Letellier et les véritables principes qui s'appliquent au cas. Je ne crains pas de dire que pas un seul membre de cette Chambre, que pas un seul citoyen du pays ayant quelques notions des principes constitutionnels qui nous régissent, ne voudrait hasarder une défense de la conduite de monsieur Letellier. Il a commis deux fautes énormes ; la première a été de mettre à la porte un gouvernemenent soutenu par une forte majorité ; car en face des autorités que je viens de citer, les raisons qu'il invoque dans sa lettre du 1er mars à M. de Boucherville ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites. En supposant comme je l'ai déjà dit que ces motifs soient sincères, que les faits qu'il allègue soient vrais, il prouve tout au plus une simple différence d'opinion. Son opinion ne devait pas prévaloir, car ce n'est pas lui qui est l'avisé par la constitution. Il a tout su et tout laissé faire. Au lieu d'avortir et

de remonter ; au lieu de suggérer un changement de politique lors de l'introduction des deux bills dont il se plaint, il a attendu qu'ils fussent passés et s'en est servi de prétexte pour congédier ses ministres, juste au moment où il n'avait plus le droit d'intervenir parceque les Chambres avaient décidé par une forte majorité. Sa seconde faute est encore plus grave.

Oubliant ses devoirs de gouverneur impartial il a écrit au gouverneur-général, pour s'excuser, une lettre où il invoquait de nouvelles raisons et dans laquelle il portait, contre ses anciens ministres, des accusations petites, absurdes et mesquines, dont pas une seule ne peut justifier son coup d'état du 2 mars 1878.

Je dois dire avant d'aller plus loin que ça été pour nous, habitants de la province de Québec, un triste spectacle. Nous avons pendant des années fait des luttes héroïques pour obtenir l'application au Bas-Canada, des grands principes de la liberté constitutionnelle qui ont fait l'honneur, la gloire et la prospérité de l'Angleterre.

La Confédération avait mis le sceau, le couronnement à nos longues et glorieuses luttes en nous assurant tout à la fois la liberté politique et notre autonomie nationale.

Ces considérations, monsieur l'Orateur, nous expliquent l'indignation patriotique des habitants de la province de Québec en apprenant que le premier coup porté à nos libertés venait d'un lieutenant-gouverneur français.

La chose était si étonnante que nos adversaires même qui n'étaient pas dans le secret de M. Letellier refusaient de croire que le cabinet DeBoucherville avait été démis. Le *Montreal Herald* du 5 mars 1878, refusait de croire à la destitution. Il prétendait que monsieur DeBoucherville avait résigné parce que monsieur Letellier voulait réserver au gouverneur-général le bill du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Il ne pouvait croire, il ne pouvait pas lui venir à l'idée que monsieur Letellier eût pu démettre monsieur DeBoucherville pour une simple différence d'opinion.

Je crois avoir, M. l'Orateur, suffisamment démontré que monsieur Letellier mérite plus que la censure, même si on le juge, d'après ses déclarations. Il me reste à remplir une tâche pénible, délicate

et souverainement désagréable, c'est celle de montrer à la Chambre et au pays que ses griefs contre le cabinet DeBoucherville étaient tout simplement imaginaires pour me servir d'un terme poli et parlementaire. Non-seulement monsieur Letellier invoque pour justifier son coup d'Etat, des motifs puériles, mais encore ces motifs, en fait, ne sont pas fondés.

Pour ma propre satisfaction et pour la satisfaction de la Chambre, je veux, sur ce point, être méthodique et catégorique.

1. M. Letellier prétend que M. De Boucherville a abusé de son télégramme de la Rivière-Ouelle.

Le vingt-huit janvier, M. DeBoucherville lui avait envoyé à la Rivière-Ouelle, la dépêche télégraphique suivante :

"Pouvez-vous m'envoyer autorisation résolutions concernant finances."

Le lendemain 29 janvier, le lieutenant-gouverneur répond en anglais :

"Blank mailed to-day. If presence necessary, telegraph; return Friday."

M. DeBoucherville crut de bonne foi que cette autorisation couvrait ses trois mesures financières : les estimations, le bill du chemin de fer et le bill des taxes. Le premier usage qui en fut fait, l'a été le 29 janvier, jour de la réception du télégramme et après qu'il eût été reçu. J'ai déjà dit à cette honorable Chambre qu'on s'est, ce jour-là, servi du nom de M. Letellier pour l'introduction des résolutions concernant le chemin de fer. M. Letellier l'a su immédiatement par les votes et délibérations, et le surlendemain par l'exposé financier de l'honorable M. Church. Il a gardé le silence pendant un mois. Était-il de bonne foi ou voulait-il tendre à ses ministres un odieux guet-apens ? La Chambre et le pays ont le droit de poser cette question.

2. Durant la session de 1876, on lui fit sanctionner un bill non passé. Il s'en plaint et ajoute :

"Peu de temps après, je fus informé de cette irrégularité et j'en parlai de suite au premier. Je lui fis observer qu'un acte de cette nature entraînait des conséquences trop sérieuses pour qu'il fut mis en oubli. Pour l'obliger cependant, je ne lui fis pas un grief de ce fait de législation irrégulière devenu irréparable."

Je tiens dans mes mains la preuve du contraire. Le bill en question se rapportait à la formation de sociétés destinées à faire des chemins et à détruire les mauvaises herbes dans la campagne.

Le greffier par erreur, mit ce projet de loi dans la liste des bills à sanctionner. L'honorable procureur-général du temps, M. Angers, découvrit de suite l'erreur à la lecture des bills sanctionnés et le dit à M. Letellier dans la salle de l'Orateur du conseil le jour même de la prorogation. M. Angers prépara un rapport, que M. Letellier signa et qui fut envoyé par lui-même au secrétaire d'Etat pour être remis au ministre de la justice ; dans ce rapport on demandait à ce dernier de désavouer la loi. M. Blake répondit que le bill était lettre-morte et qu'il n'était pas nécessaire de le désavouer. Cette réponse passa par les mains de M. Letellier ; le fameux bill ne fut pas même mis dans les statuts contenant les lois passées dans la session de 1876. Voilà la grosse affaire que M. Letellier reproche à ses ministres comme étant une atteinte aux droits et prérogatives de la couronne.

S'il n'y avait là dedans que du ridicule je n'en dirais rien. Mais il y a du grave et du triste : c'est de voir un lieutenant-gouverneur écrivant au représentant direct de Sa Majesté le comte Dufferin des choses que lui-même mieux que personne savait n'être pas exactes. Pourquoi parler de législation irrégulière et irréparable quand il savait lui-même que cette législation irréparable n'était pas même consignée dans le statut.

30. Disons encore un mot du fameux bill avec le petit blanc non rempli et un infinitif mal placé. C'est en décembre 1876. M. Letellier raconte à lord Dufferin comme quoi il a admonesté paternellement M. de Boucherville ; puis il ajoute :

"M. le premier vint me dire qu'il regrettait cette omission et me demanda de sanctionner ce dernier bill dans l'état où il était.

"L'esprit de conciliation avec lequel j'y consentis sembla lui être agréable."

Dans son zèle pour les droits et privilèges de la couronne, odieusement outragés par ce bill infâme M. Letellier oublie qu'il a sanctionné, en même temps que ce bill infâme, un autre bill qui l'amendait et le complétait. Cela se voit dans les statuts de 1876 chapitre XIX et chapitre XX. Mais je n'ai jamais pu savoir ce qu'est devenu l'infinitif qui épouvantait tant ses scrupules.

40. Nous arrivons à l'élection municipale de Montmagny. Le nommé M. Bernatchez, maire de son village, est une

personnalité importante dans le quartier sud du village de Montmagny. Libéral dévoué, prêt à tout sacrifice pour son parti, il connaît sa valeur et passe par-dessus la tête des ministres pour s'adresser directement au lieutenant-gouverneur, pas en conseil mais personnellement.

On trouve dans des papiers officiels, soumis à la Chambre de Québec en juillet 1878, une lettre fort intéressante du susdit Bernatchez.

Voici cette pièce curieuse :

" Montmagny, 10 mars 1877.

" A Son Excellence, l'Honorable LUC LETELLIER

" de St. Just, Lt.-Gouverneur pour la Province de Québec.

" Québec.

" EXCELLENCE,

" Je prend la liberté de vous informer respectueusement que le dix-neuvième jour de février dernier, Eugène Fournier, du village de Montmagny, a été élu par acclamation conseiller municipal, pour le quartier sud du dit village Montmagny, à une assemblée des électeurs municipaux du dit quartier, tenue en conformité d'un jugement rendu par la cour de magistrat du comté de Montmagny, en date du trente-et-unième jour de janvier mil huit cent soixante et dix-sept ainsi qu'il appert à la copie du procès-verbal de la dite assemblée, que j'ai l'honneur de vous transmettre sous plis.

" Que le dit Eugène Fournier a dûment été assermenté comme conseiller municipal et qu'il a déjà exercé et exerce actuellement les devoirs de la dite charge.

" Le conseil apprend avec chagrin que Votre Excellence aurait été trompée, induite en erreur et que d'après de fausses représentations Votre Excellence étant sous l'impression que la dite charge était vacante vous auriez appointé la personne de Jules Bélanger pour remplir la charge de conseiller municipal pour le dit quartier sud.

" Sous les circonstances nous osons espérer respectueusement qu'en considération des faits d'autres parts relatés, il plaira à Votre Excellence de révoquer la dite nomination du dit Jules Bélanger, afin d'éviter les troubles inévitables qu'entraînera ce conflit d'autorités.

" J'ai l'honneur d'être, etc.,

" Votre Excellence,

" le très-humble serviteur,

" (Signé) N. BERNATCHEZ,
" Maire."

M. Letellier toujours jaloux des droits et prérogatives de la couronne, mais un peu oublieux des droits et prérogatives de son ministère et du parlement, se fait aviser par le maire de Montmagny et fort de cet aviseur si distingué dans le quartier sud du village de Montmagny, il impose à ses propres ministres respon-

sables, l'opinion de monsieur Bernatchez qui, lui, n'était responsable qu'au quartier sud du village de Montmagny. Monsieur le procureur-général Angers était d'avis que monsieur Eugène Fournier n'était pas élu, parce que de fait il n'y avait pas eu d'élection. Une première élection avait été contestée et annulée; le jugement ordonnait une nouvelle élection; notre code municipal veut qu'avis de cette élection soit donné sous peine de nullité absolue. Les amis de messieurs Bernatchez et Letellier voulant avoir une élection de leur goût, je suppose. Éviterent de donner l'avis requis. L'élection était conséquemment nulle ou plutôt il n'y en avait pas. Monsieur Angers fit sur ces faits un rapport à Son Excellence qui nomma Jules Bélanger. Mais Bernatchez n'avait pas parlé. Il dit son mot et de suite monsieur Letellier prend son avis au lieu de l'avis de ses ministres. M. Angers a la réputation d'être un avocat éminent; mais ses connaissances légales n'atteindront jamais celles de Bernatchez. Ce fut l'opinion de monsieur Letellier, et parce que Bernatchez l'avise, monsieur DeBoucherville par là même porte atteinte aux droits et privilèges de la Couronne. Mais nous devons pardonner à monsieur Letellier à cause de la grandeur du motif qui l'animait. Il a répudié l'acte de ses ministres, parce qu'ils voulaient substituer l'intervention de l'exécutif à l'action judiciaire.

L'an passé, M. Martel député de Chambly à la Chambre locale, a eu le malheur de déplaire par ses votes à M. Letellier. Il avait été élu conseiller municipal et maire de Chambly en février ou mars 1878. Il avait oublié de se qualifier. Il était maire depuis quatre à cinq ans, il était connu pour un homme de moyens. Quelques semaines après la session de juillet dernier, M. Letellier nomma au lieu et place de M. Martel un conseiller de sa façon pour le remplacer, vâ que M. Martel avait produit sa qualification quelques jours trop tard. M. Letellier naturellement a fait cela pour "substituer l'action judiciaire à l'intervention de l'exécutif" et pour la meilleure protection "des droits et privilèges de la Couronne."

50. Un mot seulement des plaintes de M. Letellier sur les deux proclamations qu'il dit avoir été publiées dans la Gazette Officielle à son insu et

sans son consentement. Messieurs Champleau, Church et Angers font à cela une réponse qui met M. Letellier dans une position fort humiliante.

Il dit que l'une de ses proclamations était pour la convocation des Chambres. Les pièces officielles mises devant l'Assemblée de Québec en juillet dernier prouvent que M. Letellier se trompe. Il s'agissait simplement de la convocation banale des Chambres, pas pour la dépêche des affaires, ce qui se fait tous les quarante jours et est laissé aux soins d'un commis ordinaire.

On voit encore par ces pièces officielles que l'ordre du conseil au sujet de cette proclamation et la proclamation elle-même portent la signature de monsieur Letellier lui-même. Monsieur Letellier a également signé l'ordre du conseil, ainsi que la proclamation se rapportant à un jour d'actions de grâces. Il y a plus, c'est lui-même qui, sur une lettre du premier ministre fédéral, l'honorable membre de Lambton avait demandé à monsieur de Boucherville de faire préparer l'ordre du conseil et la proclamation au sujet de ce jour d'actions de grâces. Ces faits sont pénibles à constater ; malheureusement ils sont vrais.

Il faut avouer que monsieur Letellier devait être singulièrement à bout d'arguments pour essayer d'excuser la démission de ses ministres en recourant à de telles inexactitudes.

60. J'arrive au point le plus délicat de ma tâche.

Monsieur Letellier affirme solennellement que monsieur de Boucherville lui a avoué que son gouvernement ne pouvait faire rien de bien parce qu'il était contrôlé par des *rings* c'est-à-dire par d'odieuses combinaisons entre des députés conservateurs voulant monter à l'assaut de la caisse publique.

Cette accusation sérieuse n'est pas fondée.

Mais j'y répondrai, avec le respect et la dignité qui ont caractérisé la réponse de monsieur de Boucherville.

Il aurait bien pu dire : " M. Letellier vous avez tort de porter une telle accusation à la veille d'une élection générale ; vous savez d'un côté qu'elle n'est pas exacte ; vous savez d'un autre côté quel mal cette accusation revêtue de votre signature va faire au pays et à un parti puissant. Plein de respect pour les droits

et privilèges de la Couronne dont vous vous faites des oripeaux pour couvrir votre nudité politique, je les respecte trop, même dans votre personne pour accoler à votre accusation le qualificatif qui lui conviendrait."

M. DeBoucherville n'a pas voulu dire cela et il a bien fait.

Mais il a dit respectueusement à M. Letellier une vérité écrasante qui est plus forte que tout cela. Il a dit à M. Letellier ; je ne puis pas vous avoir fait un aveu comme celui-là, la chose est tout simplement impossible, pour la meilleure des raisons ; c'est que mon gouvernement n'a jamais subi la pression des *rings* pour les chemins de fer du sud et que depuis que je suis arrivé au pouvoir en 1874, je n'ai pas augmenté d'un seul centin les octrois à ces chemins de fer. Il y a eu, ce que l'on a appelé, des *replis* de subsides c'est-à-dire, qu'une compagnie de chemin de fer raccourcissant sa ligne renonçait à une partie de son octroi pour consacrer le reste à la partie du chemin déjà commencée ou faite. Cette législation était si utile et si excellente qu'un bill de cette nature qui avait été présenté à la Chambre par le gouvernement De Boucherville dans la session d'hiver de 1878 fut continué après sa démission par le cabinet Joly et sanctionné par M. Letellier lui-même.

C'est le même bill qui a servi de prétextes à M. Letellier pour contrecarrer le ministère DeBoucherville dans son bill des taxes et dans son bill concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

J'espère donc M. l'Orateur, que cette conduite de M. Letellier sera censurée, et que cette censure sera suivie d'un effet pratique.

Trois puissants motifs d'intérêt public réclament ou imposent cette solution.

Il est d'une importance vitale qu'au début de notre histoire comme confédération, nous répudions, nous repoussions, nous stigmatisons toute tentative de gouvernement personnel.

Nous avons assis notre nouveau régime sur la constitution anglaise, la plus belle et la plus libérale du monde. Maintenons-la intacte et qu'un châtiment proportionné à la grandeur de l'offense soit infligé au premier qui ose la violer.

Etablissons de suite, suivant l'heureuse expression du très-honorable chef du gou-

vernement, un précédent salulaire et qui dure, précédent qui soit un exemple et une leçon pour les générations futures.

En second lieu, M. Letellier s'est rendu indigne de l'emploi élevé qu'il occupe ; sa manière d'agir vis-à-vis de ses ministres, sa manière d'agir vis-à-vis d'un parti puissant dans le pays, les nombreuses inexactitudes dont il s'est rendu volontairement coupable dans la correspondance officielle sur le sujet, le rendent non-seulement indigne de sa position ; mais encore elles feront tomber en discrédit l'autorité souveraine et nuiront par là même aux institutions monarchiques du pays.

Autre danger encore plus grand : c'est que M. Letellier en déclarant ouvertement la guerre à un parti puissant de la province de Québec, en l'insultant comme il la fait dans sa lettre du 18 mars à lord Dufferin, a rendu son administration impossible dans la province de Québec. En s'identifiant à un parti comme l'avait fait lord Metcalfe, il force l'opposition à diriger ses coups non-seulement contre le parti adverse, mais même contre le représentant de l'autorité. Il a donc rendu impossible toute coopération entre lui et la majorité de la province de Québec pour la gouverner des affaires publiques.

Maintenant, que va-t-on répondre à tous ces chefs d'accusation contre M. Letellier. Je ne prétends pas avoir le monopole des connaissances de la vertu et de la justice, mais qu'est-ce qu'on peut répondre à cela ? Je me demande comment on peut invoquer en faveur de M. Letellier certains actes subséquents ? L'on dira peut-être que durant la dernière session nous avons fait le procès de M. Letellier et qu'il a été acquitté. Il y a certains crimes, M. l'Orateur, contre lesquels on ne peut jamais invoquer l'autorité de chose jugée ni la prescription. Et d'abord, comme question de fait il il n'a pas eu son procès, il n'a pas été jugé. La motion de censure faite l'année dernière n'a pas été rejetée sur ses mérites.

Malgré la majorité docile et puissante qu'avait alors l'honorable membre de Lambton, (M. Mackenzie) il n'a pas voulu que le débat fut vidé sur les mérites de la conduite du lieutenant-gouverneur. Au contraire, il invoquait un échappatoire, il a plaidé une défense dilatoire, il a demandé que la cause fut

remise jusqu'au jour où le jugement du peuple serait rendu. Les brefs étaient émis, les élections locales devaient bientôt avoir lieu et l'on a dit ; laissons faire le peuple, laissons-le décider. Je n'ai pas approuvé ce jugement ; il ne peut pas être invoqué à présent ; c'était non-seulement un des droits du parlement fédéral, mais encore un de ses devoirs d'exercer une surveillance générale sur tous les employés de la couronne. Il a le droit de dire que dans tel cas ou dans telles circonstances un employé s'est mal conduit ; c'est ce que nous avons fait ; nous avons eu le droit de le faire et en Angleterre la chose s'est faite mainte et mainte fois. Je sais que M. Letellier dans sa réponse à MM. Chapleau, Church et Angers dit qu'après tout il avait raison et que ses ministres n'avaient pas la confiance publique ; il cite victorieusement le cas de mon honorable ami de Mississiquoi (M. Baker) C'est vrai que l'honorable solliciteur-général de Québec à cette époque (le membre de Mississiquoi) a été battu ; mais c'est une défaite qui fait peu d'honneur au pouvoir.

Tout le monde sait l'immense infamie, l'outrage épouvantable au moyen duquel l'honorable M. Baker a été battu. A la veille des élections on a loué les services d'un escroc qui a écrit dans un journal des infamies contre M. Baker, des infamies absurdes, impossibles ; mais il était trop tard pour les réfuter à temps et empêcher le mal qu'elles devaient faire dans l'élection. Au moyen de cette conspiration la plus sale et la plus vile peut-être qu'on ait vue depuis des années et des années, on a pu écraser un homme distingué et dire qu'on l'avait battu et par conséquent que le coup d'état était ratifié par le peuple. Le journal qui a publié ces infamies contre mon ami l'honorable monsieur Baker a été traduit en cour criminelle ; et quelques temps après il s'est rétracté amplement, a fait amende honorable et a payé les frais. Il y a eu beaucoup de défaites occasionnées par les mêmes moyens, et si l'on veut plaider une telle victoire comme justification de monsieur Letellier, je pense que le moins il s'en vanterait le mieux ce serait pour son honneur. En effet, il paraît que ce gouvernement a eu une majorité à un moment donné de son existence, mais ce n'était pas sur la question constitutionnelle qui était celle sur laquelle les élec-

tions s'étaient faites. Il a été battu, il a été censuré à l'ouverture de la Chambre par le vote même sur l'adresse en réponse au discours du trône. Plus tard au moyen de ces "human devices" dont monsieur Letellier a le secret, le gouvernement Joly a eu une voix de plus ; mais c'était la voix prépondérante et achetée de l'Orateur de la Chambre. Il a été adopté après cela quelques lois ; mais elles n'ont été passées que par le vote prépondérant de l'Orateur.

Le même cas s'est présenté. Une loi ayant été passée par le parlement local, avec la voix prépondérante de l'Orateur, elle fût réservée au gouvernement impérial et qui déclara qu'elle devait être désavouée, et ne devait pas être reçue parcequ'elle n'était passée que par le vote prépondérant de l'Orateur. Nous avons vu par des citations que j'ai faites que ce changement de gouvernement, ce scandale par lequel le représentant du souverain, procède sans autorité pour amener une minorité au pouvoir sont toujours dignes de flétrissure, sont toujours blâmables. Nous avons toujours le droit de blâmer les moyens qu'il a employés pour donner le pouvoir à une minorité qui ne l'avait pas et pour chasser du pouvoir une majorité qui était en possession de la confiance publique ainsi que de celle de la Chambre. L'on dit encore — et je suppose qu'on invoquerait cette raison là avec plus de force que l'on a approuvé M. Letellier — que l'on a voté les subsides au gouvernement de son choix. Mais, M. l'Orateur, ce serait là un triste argument ; ce serait punir bien sévèrement tous ces hommes dévoués, intelligents et patriotiques qui ont voulu faire passer l'intérêt public avant leur juste ressentiment. Nous avions dans la province de Québec des travaux très-importants en voie d'opération, nous avions à construire un chemin de fer et nous avions besoin d'argent pour payer les entrepreneurs et il nous fallait faire

honneur à nos engagements. Le parti conservateur pouvait refuser les subsides ; il aurait pu jeter la province dans une grande confusion et faire un grand tort à son crédit, mais il a préféré immoler ses rancunes politiques et ses justes défiances sur l'autel de la patrie. Eh ! bien, maintenant peut-on faire un reproche à nos amis conservateurs qui avaient par là fait un grand acte de dévouement au lieu de punir les hommes qui le méritaient si justement.

Il ne me reste plus qu'à remercier cordialement la Chambre de l'attention qu'elle m'a prêtée ; elle a compris comme moi l'importance du sujet. Si j'ai pu m'égarer dans la qualification de certains actes, j'en demande pardon. Mais je crois avoir rempli mon programme. Je voulais faire deux choses : établir devant la Chambre et devant le pays que les raisons apportées par monsieur Letellier pour avoir congédié ses ministres, un chef de gouvernement éminemment respectable (M. DeBoucherville) que ces raisons, dis-je, n'étaient pas suffisantes, même en les supposant fondées, pour justifier son acte. J'ai voulu établir ensuite que ces raisons-là ne valaient rien du tout parcequ'elles étaient entachées d'erreurs et d'inexactitudes très-graves sinon de quelque chose de pire. La motion que je vais proposer est mot à mot celle qui a été présentée en avril dernier par le très-honorable chef du gouvernement. Tout le monde comprendra pourquoi je présente la même motion ; c'est dans le but d'arriver plus facilement au châtimeut réservé à la faute ou au crime de M. Letellier. La motion est comme suit :

"Résolu, Que l'acte qu'a commis le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 2 mars 1878, en renvoyant son ministère, a manqué de sagesse dans les circonstances, et tendait à renverser la position que les aviseurs de la Couronne occupent depuis que le principe du gouvernement responsable a été accordé aux colonies de l'Amérique-Britannique du Nord."

